

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 11/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERME EOLIENNE DE LA GRANDE PIECE**

1 rue des arquebusiers  
67000 Strasbourg

Références : IC250161  
Code AIOT : 0010011654

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE LA GRANDE PIECE implanté La Grande Pièce, Le Bois de Vincennes Les Bruyères 28150 Louville-la-Chenard. L'inspection a été annoncée le 10/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERME EOLIENNE DE LA GRANDE PIECE
- La Grande Pièce, Le Bois de Vincennes Les Bruyères 28150 Louville-la-Chenard
- Code AIOT : 0010011654
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien composé de 6 éoliennes (hauteur en bout de pale = 150 m, diamètre rotor = 112 m,

puissance unitaire = 3,45 MW) mis en service en novembre 2017 (5 éoliennes) et en 2018 (1 éolienne).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande d'action corrective	60 jours
16	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande d'action corrective	60 jours
19	Contrôle documentaire	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Intérieur propre et dégagé	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
2	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
5	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
6	Essais arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa	Sans objet
7	Contrôle d'intégrité-bridés et fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
8	Contrôle d'intégrité-contrôles visuels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
9	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
10	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
12	Situations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'urgence	article 23	
13	Moyens de lutte contre projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
14	Formation et exercices	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
15	Exercice d'entraînement aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
17	Registre Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
18	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Intérieur propre et dégagé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Echantillonnage éolienne E3 : l'intérieur de l'éolienne est maintenu propre et dégagé. Aucun matériau combustible ou inflammable n'y est entreposé.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Accès aux aérogénérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Echantillonnage éolienne E3 : l'accès à l'éolienne est maintenu fermé à clé.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Panneau et identification mât

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage public
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<b>Constats :</b>  Echantillonnage éolienne E3 : le panneau reprenant les prescriptions à respecter par les tiers est implanté à l'entrée de la plateforme de l'éolienne. L'identifiant de l'éolienne est visible sur le mât de celle-ci.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Moyens de lutte contre incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

<b>Constats :</b>  Echantillonnage éolienne E3 : un extincteur est présent au pied de l'éolienne, il a été contrôlé en novembre 2024. La présence d'un extincteur au sommet de l'éolienne n'a pas été contrôlée.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Registre de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente un document listant les points de contrôle réalisés dans le cadre de la maintenance, et la fréquence d'intervention pour chaque point de contrôle. Les résultats des tests effectués sont consignés dans ce document. Les rapports de maintenance présentés par l'exploitant sont cohérents avec le registre présenté.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Essais arrêts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>

<p>Le registre de maintenance fait apparaître la périodicité des tests d'arrêts d'urgence, et les résultats du dernier test.</p> <p>Echantillonnage éolienne E3 : le rapport de maintenance réalisée du 5 au 7 août 2024 fait apparaître la réalisation du test de mise à l'arrêt et de mise à l'arrêt d'urgence.</p> <p>Concernant la survitesse, l'exploitant indique : <i>Ces systèmes ne font pas l'objet de point de maintenance. Cependant, ils sont supervisés en temps réel par le contrôleur de la turbine (le contrôleur fait partie des points de maintenance). Lorsqu'une défaillance d'un équipement est constatée, une alarme est créée et la turbine se met à l'arrêt. Le protocole de redémarrage est ensuite enclenché en fonction du type d'alarme.</i></p> <p>Par courriel du 7 mars 2025, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées un courrier du constructeur (Vestas), indiquant qu'il a mis en place un système de gestion interne de sécurité de l'éolienne, incluant notamment des systèmes internes de détection de survitesse et de mise en drapeau d'urgence des pales, applicable pour les éoliennes de ce parc, permettant de répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/08/2011.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contrôle d'intégrité-bridés et fixations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des brides et fixations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le document présentant les opérations de maintenance indique la fréquence de réalisation des contrôles des brides de fixation.</p> <p>Echantillonnage éolienne E3 : l'exploitant présente le rapport d'intervention du 3 décembre 2024. Des photographies justifient le travail réalisé.</p> <p>Sur le terrain, il est constaté la présence des vignettes.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Contrôle d'intégrité-contrôles visuels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle visuel des éléments
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles</p>

d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

**Constats :**

Le registre de maintenance fait apparaître les dates de la dernière inspection des pâles et de la prochaine inspection des pâles. La fréquence semestrielle est respectée.

Les rapports de maintenance annuelle font apparaître le contrôle des pâles, un rapport semestriel du contrôle effectué par drone est également produit par l'exploitant pour justifier du respect de la fréquence semestrielle.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Systèmes Instrumentés de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

**Thème(s) :** Risques chroniques, liste des SIS et périodicité de contrôle.

**Prescription contrôlée :**

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

**Constats :**

L'exploitant présente un document listant les contrôles des systèmes instrumentés de sécurité.

La fonction des SIS est reprise dans ce document avec la fréquence de contrôle, la date du dernier contrôle et du contrôle à venir et les résultats du dernier contrôle.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Systèmes Instrumentés de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, enregistrement des contrôles du SIS

**Prescription contrôlée :**

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.



**Constats :**

L'exploitant présente un document listant les contrôles des systèmes instrumentés de sécurité.

La fonction des SIS est reprise dans ce document avec la fréquence de contrôle, la date du dernier contrôle et du contrôle à venir et les résultats du dernier contrôle.

Ce document précise la référence des points de contrôle des rapports de maintenance faisant apparaître la réalisation de ces tests.

Echantillonnage éolienne E3 : rapport faisant apparaître une intervention de maintenance du 5 au 7 août 2024. Ces dates correspondent dans le registre de maintenance.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

**Thème(s) :** Risques chroniques, Situations d'urgence – Consignes et procédures

**Prescription contrôlée :**

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

**Constats :**

L'exploitant présente plusieurs documents présentant les consignes à respecter :

- Cas de survitesse, oscillation, débris
- Cas de présence de glace ou givre
- Prévention et protection contre les incendies
- Intervention et sécurité sur site

Ces documents sont diffusés pour les personnels en charge de l'exploitation et de la maintenance  
Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages,

<p>défaillance des freins, balourd du rotor, défauts de lubrification, incendie.</p> <p>Cette instruction n'intègre pas les tremblements de terre, tempêtes de sable, haubans rompus ou relâchés, fixations détendues, inondations, les sites exploités par Volkswind Service France n'étant pas concernés par ces cas.</p> <p>Cependant, un cas d'inondation ayant eu lieu récemment dans le département, il est demandé de compléter le document en intégrant les consignes en cas d'inondation.</p> <p><b>Constat : Les consignes sont incomplètes (absence de consignes en cas d'inondation)</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 12 : Situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêts d'urgence
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente la procédure en cas d'appel sur le numéro indiqué sur le panneau situé sur le chemin d'accès (numéro d'astreinte).</p> <p>L'exploitant localise l'incident, procède aux vérifications à partir du SCADA, et appelle les secours si la situation le nécessite.</p> <p>Un périmètre de sécurité est alors mis en place avec l'aide des services de secours si besoin.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Moyens de lutte contre projection de glace

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Projection de glace
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de</p>

<p>glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente une procédure de gestion des cas de présence de glace ou givre. Une alarme s'active en cas de suspicion de présence de glace. Une vérification à distance et un arrêt manuel par le SCADA est alors réalisé.</p> <p>La redémarrage à distance est effectué après vérification de l'absence de glace par un intervenant sur site ou si les conditions météorologiques permettent d'écarter la présence de glace.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Formation et exercices

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualification du Personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente une attestation de l'entreprise en charge de la maintenance et de son directeur, attestant que le personnel qui intervient sur le parc éolien a suivi les formations nécessaires à l'intervention sur l'installation.</p> <p>Un registre des exercices d'entrainement est également présenté par l'exploitant</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Exercice d'entraînement aux situations d'urgence

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualification du Personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>La réalisation des exercices d'entrainement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le compte-rendu d'un exercice d'entrainement réalisé en janvier 2025 (simulation survitesse). La réalisation de cet exercice est reprise dans un registre. Les services de secours n'ont pas été contactés dans le cadre de l'exercice. L'exploitant transmettra au SDIS les coordonnées du parc et de la personne à contacter en cas d'incident.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Elimination des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Echantillonnage BSD-20230316-KVKX71Z7T (00001592-E), annexé au bordereau n° : BSD-20240703-ER3RW14Q0.</p> <p>Le bordereau de suivi de déchets ne fait pas apparaître le lieu de collecte dans l'item 1.2 : Point de collecte/chantier. Le bordereau de regroupement fait ainsi apparaître un lieu de collecte à Strasbourg.</p> <p>L'adresse de l'émetteur n'est pas correcte sur les BSD suite au changement d'adresse du siège sociale.</p> <p>L'exploitant précise qu'un prestataire procède à la mise en place d'une Eolbox pour la période de maintenance du parc, et à son retrait à l'issue de cette période.</p> <p><b>Constat : les bordereaux de suivi de déchets sont incomplets ou irréguliers (absence d'adresse de collecte, adresse du siège social)</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions</p>

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 17 : Registre Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> </ul>

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le registre des déchets sortants. Celui-ci répond aux prescriptions du code de l'environnement. Contrôle du BSD-20230316-KVKX71Z7T (00001592-E), annexé au bordereau n° : BSD-20240703-ER3RW14Q0. Les informations reprises dans le registre sont cohérentes avec les informations du bordereau de suivi de déchets. L'exploitant veillera à indiquer l'adresse de prise en charge des déchets lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement. <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 18 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Actualisation des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La Ferme éolienne de Grande Pièce est constituée de 6 turbines : 5 premières ont été mises en service en 2017. La sixième a, quant à elle, été mise en service en 2018. En date du 23 août 2022, les garanties financières des 5 premières turbines ont été actualisées. Le montant s'élève à 316 918 €. En date du 26 novembre 2024, les garanties financières de la seule turbine E6 ont été actualisées. Le montant s'élève à 63 875 €. En inspection, l'exploitant présente les documents attestant de ces actualisations.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 19 : Contrôle documentaire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Langue des documents
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une

<p>seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française. Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Certains rapports de maintenance sont en anglais et ne proposent pas de traduction en français.</p> <p><b>Constat : l'exploitant ne dispose pas de rapports de maintenance en version française.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>